

Comment une infraction se prouve-t-elle ? Quelle force probante revêtent les preuves ?

Il convient donc de se poser la question dans un premier temps sur les modes de preuves d'une infraction et dans un 2nd temps, la force probante de ces preuves.

I) Les modes de preuve.

On peut penser à la « reine des preuves » c'est l'aveu mais ceci était bon sous l'ancien régime car il liait le juge c'est-à-dire qu'une fois l'aveu fait, le juge judiciaire n'avait plus de question à se poser et devait juste tirer les conclusions de cet aveu.

En droit français, il existe toujours mais n'a plus de valeur qu'un autre éléments de preuves.

Avant, on avait le principe de légalité de la preuve : la loi déterminait les preuves à obtenir pour prouver de telle ou telle infraction .

Aujourd'hui, c'est le **principe de la liberté de la preuve** c'est-à-dire que n'importe qu'elle mode de preuve va être accepté par le juge.

On pense par exemple :

- à l'aveu.
- Le témoignage.
- Un indice.
- Une expertise génétique.
- Une empreinte digitale.

Tous les modes de preuve sont acceptés à de rares exceptions en matière de circulation, c'est le PV écrit qui prévaut.

Cependant, liberté de la preuve ne veut pas dire liberté des moyens pour se procurer cette preuve.

Il convient de s'interroger sur l'optention de la preuve.

Ainsi, peut on apporter ces preuves en commettant une infraction par exemple ?

Par exemple, l'utilisation de la torture pour obtenir un élément de preuve est exclue.

Arrêt SELMOUNI contre France de 1999.

Autres limites : on ne peut pas administrer une preuve en incompatibilité avec les droits de la défense. Ainsi est protégée la correspondance échangée entre un prévenu et son avocat.

On aura aussi le **principe de loyauté dans l'administration de la preuve** c'est-à-dire que l'on ne peut pas manœuvrer pour obtenir des preuves.

Ex : enregistrement clandestin de conversation lq il est effectué par un policier ou un magistrat en dehors des règles prévues par le CPP , la preuve est nulle.

Mais par contre si la preuve est recueillie par un particulier, elle sera accueillie car on est pas soumis aux règles du CPP mais ceci à conditions de ne pas porter atteinte à la vie privée.

II) La force probante des éléments de preuve.

Il n'y a pas de preuve qui lie le juge. C'est là que joue le **pouvoir souverain des juges**.

Le juge se forme une **intime conviction** aux moments des débats et il se la forge avec la production des différents éléments de preuve sachant qu'aucune n'a de valeurs supérieures aux autres.

Ainsi, si le juge a été convaincu, il doit déclarer coupable le prévenu.

Cependant si il a un doute en vertu du principe « **IN DUBIO PRO REO** » : **le doute profite à l'accusé (art 304 CPP)**.

Aujourd'hui, ce principe est battu en brèche avec l'évolution des techniques de preuves de plus en plus fiables.